



# Enquête COVIREIVAC : les français et la vaccination

Cette note présente la synthèse des résultats d'une enquête d'opinion coordonnée par Jeremy Ward (INSERM, CERMES3), dans le cadre du projet COVIREIVAC (dir. Odile Launay), et conduite par l'Observatoire Régional de la Santé Provence-Alpes-Côte d'Azur. Le questionnaire a été conçu par Marion Bonneton (COVIREIVAC), Elisabeth Botelho-Nevers (CHU de Saint Etienne), Amandine Gagneux-Brunon (CHU de Saint Etienne), Delphine Grison (COVIREIVAC), Odile Launay (Covireivac), Patrick Peretti-Watel (INSERM), Pierre Verger (ORS-PACA) et Jeremy Ward (INSERM). La collecte des données, leur analyse et la production de cette note ont été réalisées grâce au soutien de Cyril Bérenger (Gestionnaire de bases de données, ORS PACA), Sébastien Cortaredona (Statisticien, AMU, IRD), Lisa Fressard (Statisticienne, ORS PACA), Gwenaëlle Maradan (Responsable de la plateforme d'enquête, ORS PACA) et Bilel Mebarki (Infographiste, ORS PACA).

L'enquête s'est déroulée entre le 10 mai et le 23 mai, auprès d'un échantillon de 1514 personnes, représentatif de la population adulte résidant en France (méthode des quotas selon l'âge, le sexe, la catégorie socio-professionnelle, la taille de l'agglomération et la région de résidence) et un échantillon de 1544 personnes de 65 ans et plus (quotas selon l'âge et le sexe), qui ont été interrogés par internet sur divers aspects de la vaccination contre la COVID-19.

## Principaux résultats

- 77% des répondants comptent se faire vacciner contre la COVID-19 ou l'ont déjà fait, ce qui confirme la décline progressive des réticences à se faire vacciner depuis le début de la campagne et la persistance d'une proportion importante de refus.
- Le pourcentage de répondants ayant l'intention de se vacciner contre la COVID-19 est le plus faible chez les 25-34 ans (60 % comptent se faire vacciner ou l'ont déjà fait contre plus de 90 % chez les 65 ans et plus).
- Les vaccins à ARN messager sont plébiscités tandis que le vaccin d'AstraZeneca souffre d'un déficit de confiance. Le vaccin de Pfizer est néanmoins préféré au vaccin de Moderna.
- La vaccination chez le médecin traitant ainsi que dans les centres de vaccination existant avant la COVID-19 est préférée à la vaccination en centre dédié, sur le lieu de travail et en pharmacie.
- Les personnes n'ayant pas l'intention de se faire vacciner mais n'en rejetant pas absolument l'idée préféreraient se faire vacciner chez leur médecin, loin devant toutes les autres possibilités et notamment devant la vaccination en pharmacie.
- La vaccination des 12-18 ans ne semble pas susciter de réticences particulières par rapport à la vaccination des adultes mais les réticences augmentent à mesure que l'âge des enfants diminue (24,3 % des répondants défavorables à la vaccination des enfants de 12 à 18 ans, 35,6 % pour les 6-11 ans et 48 % pour les moins de 6 ans). Mais, les personnes en âge d'être parents sont les plus réticentes à faire vacciner les mineurs.
- 43 % des répondants sont favorables à une obligation de vaccination pour l'ensemble de la population tandis que 34 % sont opposés au principe d'un passeport vaccinal. L'opposition à ces dispositions est plus forte chez les jeunes de moins de 35 ans.

## Introduction

**Cette enquête vise à sonder les attitudes des français à l'égard de la vaccination contre la COVID à un moment crucial de la gestion de l'épidémie, veille de l'élargissement de la vaccination à tous les adultes et de la possibilité de vacciner à court terme les adolescents. Les capacités de vaccination ont considérablement crû depuis janvier portant la part des personnes ayant reçu au moins une dose à environ un tiers de la population au moment de l'enquête. Parallèlement, la part des français ayant l'intention de se faire vacciner a progressivement augmenté à mesure que la campagne de vaccination s'est déployée, malgré des alertes de pharmacovigilance à propos du vaccin d'AstraZeneca. Le contexte est aussi marqué par la sortie progressive d'un troisième confinement qui a bénéficié d'un soutien de la population moindre que les précédents, l'émergence de débats publics sur l'opportunité de mettre en place un passeport sanitaire déterminant l'accès à un certain nombre de services et l'inquiétude d'une partie des milieux de santé quant à l'émergence de variants et l'efficacité des vaccins contre ceux-ci.**

## Perception de la maladie

14,7 % des répondants de l'échantillon représentatif de la population générale pensent avoir déjà eu la COVID mais seulement 60,7 % d'entre eux en ont eu confirmation par un test ou un médecin. Or, la similarité entre certains des symptômes de la COVID-19 et ceux d'autres maladies virales fait qu'il est probable qu'une partie de ces auto-diagnostics soient erronés. Etant donnée la croyance commune, et en partie vraie, que le fait d'avoir eu la COVID-19 protège contre une infection future mais aussi contre le risque de transmission de la maladie à son entourage, on peut penser qu'une partie de ces répondants adoptent des comportements à risque. L'importance relative de cet auto-diagnostic est aussi susceptible de rendre compliquée la recommandation de vaccination : faut-il les vacciner avec une dose ou deux ? Il est important de noter que la répartition des intentions de vaccination chez les personnes pensant avoir contracté la COVID-19 est à peu près la même que chez celles qui ne pensent pas avoir été infectées.

L'inquiétude quant à la possibilité d'attraper la COVID-19 peut être qualifiée de moyenne : le score moyen d'inquiétude sur une échelle allant de 0 à 10 est de 5,3 (seulement 18,6 % indiquent un score supérieur ou égal à 8) et 7 % d'entre eux ne se prononcent pas. Cette faiblesse relative de l'inquiétude peut en partie s'expliquer par une relative méconnaissance de l'existence de formes de COVID-long (57,9 % des personnes

en ont entendu parler : celles-ci tendent à être davantage inquiètes de contracter la COVID-19) mais probablement pas par une méconnaissance de l'existence de variants susceptibles d'échapper à l'immunité suite à l'infection ou la vaccination (95,6 % ont entendu parler des variants). Ceux-ci semblent générer une inquiétude plus marquée que pour la COVID-19 « en général » (score d'inquiétude moyen de 6,29,3 % indiquent un score supérieur ou égal à 8).

## Les intentions de vaccination contre la COVID-19

Au moment de l'enquête, 39 % des répondants avaient été vaccinés avec au moins une dose et 23 % ne comptaient pas se faire vacciner, ce qui confirme la décline progressive des réticences à se faire vacciner depuis le début de la campagne.

Ce rapport à la vaccination contre la COVID-19 est très différencié selon l'âge : 70 % des 18-24 ans comptent se faire vacciner ou l'ont déjà été, contre 60 % chez les 25-34 ans, 70 % des 35-49 ans, 79 % des 50-64 ans et plus de 90 % des 65 ans et plus. Les femmes restent davantage susceptibles de refuser la vaccination (25,1 % contre 20,9 %). Le rapport à la vaccination contre la COVID-19 diffère aussi selon la catégorie socio-professionnelle : 80,4 % des cadres et 78,7 % des professions intermédiaires comptent se faire vacciner ou l'ont déjà été contre 59,8 % des ouvriers, 63,3 % des artisans et commerçants et chefs d'entreprise, 66,8 % des employés. Les identités politiques semblent aussi fortement jouer sur les intentions de vaccination contre la COVID-19 : 91,1 % des personnes se sentant proches des partis du centre comptent se faire vacciner ou l'ont déjà été, 86,2 % des proches des partis de gauche et 85,3 % des partis de droite contre 78,6 % des proches des partis d'extrême gauche, 68,9 % des proches des partis d'extrême droite et 67,2 % des personnes ne se sentant proches d'aucun partis.

Parmi les répondants n'ayant pas encore reçu de première dose, 32,7 % indiquent qu'ils essaieront de se faire vacciner dès que possible lorsque la vaccination contre la COVID-19 sera officiellement recommandée pour eux (si elle ne l'était pas déjà) tandis que 28 % préfèrent attendre, 21,6 % indiquent que cela dépendra du vaccin que l'on leur proposera et 17,7 % qu'ils ne se feront jamais vacciner contre la COVID-19. Ce résultat souligne que même si les attitudes à l'égard de la vaccination contre la COVID-19 « en toute généralité » tendent à s'améliorer depuis le mois de janvier, une part importante des répondants ayant l'intention de se faire vacciner gardent des réticences et la grande majorité de ceux qui ne comptent pas se faire vacciner semblent avoir pris une décision ferme et définitive. D'ailleurs, seuls 17,2 % des répondants ont changé d'avis sur les vaccins contre la COVID-19 lors des derniers mois

malgré l'émergence de débats sur leur sécurité, l'évolution des connaissances sur leur efficacité et l'augmentation de la part de la population vaccinée. Ce changement d'avis s'est fait au profit de la vaccination dans l'immense majorité des cas : 95,4 % des personnes ayant changé d'avis au moins une fois comptent se faire vacciner ou l'ont déjà fait. Concernant les répondants qui affirment qu'ils ne se feront jamais vacciner, ils sont plus représentés chez les personnes de 25-34 ans (21 % d'entre eux, contre 14 % chez les 18-24, 13 % chez les 50-64 ans, 3,6 % chez les 65-74 ans et 2,7 % des 75 ans et plus), les femmes (13,4 % contre 7,9 % des hommes), les artisans commerçants ou chefs d'entreprise et les ouvriers (respectivement 21,1 % et 21,4 % contre 15,8 % chez les employés, 13,7 % chez les personnes sans activité professionnelle, 10,4 % chez les professions intermédiaires et 7,3 % chez les cadres).

Le principal motif de refus de vaccination est la croyance que le vaccin est risqué car élaboré dans l'urgence. C'est à la fois le premier motif invoqué et celui qui l'est le plus souvent, loin devant la croyance que le coronavirus serait peu dangereux et le refus général de la vaccination. Cette hiérarchie a peu évolué depuis les premières enquêtes réalisées par le groupe COCONEL entre mars et mai 2020, suggérant l'importance de l'effet du contexte de forte prévalence de l'hésitation vaccinale avant la crise sanitaire, sur les attitudes à l'égard du vaccin contre la COVID-19. Les intentions de vaccination contre la COVID-19 sont très liées aux attitudes à l'égard de la vaccination en général. Ainsi, 86 % des personnes plutôt ou tout à fait favorables à la vaccination en général ont l'intention de se faire vacciner contre la COVID-19 ou l'ont déjà fait, tandis que cette proportion n'est que de 45 % chez celles plutôt pas ou pas du tout favorables. Néanmoins presque la moitié de ces dernières ont une attitude positive à l'égard de la vaccination COVID-19. Ce résultat illustre la complexité des attitudes à l'égard des vaccins : une méfiance vis-à-vis de la vaccination en général peut ne pas se traduire dans le rejet d'un vaccin en particulier (comme celui contre la COVID-19) et vice versa. De la même façon, 25 % des personnes favorables aux vaccins en général sont défavorables à certains vaccins en particulier, tandis que seules 28,4 % des personnes se disant défavorables aux vaccins en général confirment qu'elles rejettent tous les vaccins.

## Mais quels vaccins contre la COVID-19 ?

Surtout, notre enquête suggère que les français ont des jugements assez différents selon les vaccins contre la COVID-19 disponibles aujourd'hui en France ou susceptibles de l'être prochainement. Ainsi, le vaccin de Pfizer-BioNtech bénéficie d'une bien meilleure réputation que les autres. Parmi les répondants n'ayant pas indiqué qu'ils ne se feraient

jamais vacciner contre la COVID et n'ayant pas été déjà vaccinés – donc ceux qui comptent se faire vacciner ou qui sont susceptibles d'être convaincus de le faire, seuls 6 % répondent qu'ils n'accepteraient jamais ce vaccin et 52,3 indiquent qu'ils se feraient vacciner dès que possible si on le leur proposait. Ces proportions sont respectivement de 9,1 % et 40,2 % pour le vaccin de Moderna. L'écart est très important avec les perceptions du vaccin d'AstraZeneca puisque 49,9 % indiquent ne jamais vouloir utiliser ce vaccin et seulement 12,5 % qu'ils se feraient vacciner dès que possible si on le leur proposait. Quant au vaccin Janssen et au vaccin russe Sputnik, les répondants sont plus souvent incertains avec environ 30 % indiquant qu'ils ne savent pas ce qu'ils feraient si on leur proposait l'un des deux vaccins (contre entre 13 et 20 % pour les autres vaccins). Le vaccin russe suscite pourtant davantage de réticences avec 35 % des répondants indiquant qu'ils ne se feraient jamais vacciner avec ce vaccin. Ces différences d'intentions de vaccination selon le vaccin s'expliquent par des différences de perceptions à la fois de leur efficacité et de leur sécurité. Par exemple, 47 % des répondants jugent le vaccin d'AstraZeneca très efficace ou assez efficace et 34,3 % le jugent très sûr ou assez sûr, les proportions étant respectivement de 70 % et 68,2 % pour le vaccin de Pfizer.

**Tableau 1 - Réponses à une proposition hypothétique de vaccination contre la COVID-19 concernant les différents vaccins (N=1034)<sup>a</sup>**

Echantillon représentatif de la population des 18 ans et plus vivant en France métropolitaine (N=3056)

Variable	Dès que possible		Préfère attendre		Jamais		Ne sait pas	
	N	%	N	%	N	%	N	%
<b>Vaccins<sup>a</sup></b>								
<b>AstraZeneca</b>	191	12.5	312	20.3	765	49.9	266	17.4
<b>Pfizer</b>	802	52.3	432	28.1	93	6.0	208	13.6
<b>Moderna</b>	617	40.2	480	31.3	139	9.1	298	19.4
<b>Janssen</b>	345	22.5	454	29.6	304	19.9	431	28.1
<b>Sputnik</b>	173	11.3	376	24.5	537	35.0	449	29.3

<sup>a</sup> Echantillon représentatif de la population des 18 ans et plus vivant en France métropolitaine. La question n'a pas été posée aux 1522 personnes déjà vaccinées ou ayant indiqué qu'elles ne se feraient jamais vacciner contre la covid-19

**Tableau 2 - Part de la population des 18 ans et plus ayant donné une réponse positive à l'égard de l'efficacité et de la sécurité des différents vaccins contre la COVID-19 (N=3056).**

Variable	Efficace (très ou assez)		Sûr (très ou assez)	
	N	%	N	%
<b>Vaccins</b>				
<b>AstraZeneca</b>	1436	47,0	1047	34,3
<b>Pfizer</b>	2141	70,0	2084	68,2
<b>Moderna</b>	1921	62,9	1867	61,1
<b>Janssen</b>	1283	42,0	1165	38,1
<b>Sputnik</b>	676	22,1	574	18,7

## Qui sont les vaccinés contre la COVID-19 ?

Penchons-nous maintenant sur ceux qui se sont fait vacciner contre la COVID-19 ou qui comptent le faire. Sans surprise, la part des vaccinés augmente surtout à partir de 50 ans. Inférieure à 20 % chez les moins de 50 ans (moins de 10 % chez les moins de 34 ans), elle passe à 44,3 % chez les 50-64 ans pour atteindre 80,2 % chez les 65-74 ans et 87,1 % chez les plus de 75 ans. Les principaux motifs de vaccination sont « se protéger soi-même » (sélectionné en premier par 41,9 % des personnes vaccinées ou ayant l'intention de le faire vacciner et placé parmi les trois principaux motifs par 78,6 % d'entre eux), pour « protéger ses proches » (placé parmi les trois principaux motifs par 78,4 % d'entre eux) et « reprendre une vie normale dès que possible » (placé parmi les trois principaux motifs par 73,1 %) loin devant « sortir le pays de la crise économique » (30,6 %) et la « protection des plus fragiles » (30,2 %). Parmi ces personnes vaccinées contre la COVID-19 ou ayant l'intention de le faire, l'idée d'avoir à faire une dose de rappel supplémentaire pour prolonger l'immunité conférée par la vaccination ne semble pas poser problème puisque 74,3 % d'entre elles répondent qu'ils la feraient « certainement », 19,9 % « peut-être » et seulement 2,2 % ne la feraient pas (3,6 % ne se prononcent pas).

## Comment faciliter la vaccination contre la COVID-19 ?

La littérature sur l'hésitation vaccinale montre, paradoxalement, que bien souvent ce ne sont pas les réticences conscientes à se faire vacciner qui expliquent la non-vaccination mais plutôt les difficultés d'accès aux vaccins (notamment le coût en temps et en effort). Il est crucial d'insérer la vaccination dans la vie quotidienne à la fois pour réduire les barrières à la vaccination (qui sont susceptibles de décourager les personnes qui souhaiteraient se faire vacciner) mais aussi pour rappeler régulièrement à la population son importance et favoriser de la motivation.

Dans cette enquête, nous nous sommes donc intéressés aux lieux où les répondants souhaiteraient se faire vacciner. Sans surprise, « chez son médecin » est un des lieux les plus sélectionnés par les répondants (51,9 % des répondants n'ayant pas indiqué qu'ils ne se feraient jamais vacciner). Mais ce lieu est devancé par « un centre de vaccination existant » (53 % des répondants). Ces deux options sont plébiscitées par rapport aux centres spécialement mis en place pour vacciner contre le COVID (33,1 %), à la vaccination chez le pharmacien (23,3 %) ou sur le lieu de travail ou d'études (11,3 %). Mais les préférences

diffèrent significativement selon que l'on s'intéresse aux personnes déjà vaccinées, à celles qui ont l'intention de se faire vacciner et celles qui ne sont pas encore convaincues. Ainsi, chez ceux ayant l'intention de se faire vacciner, les centres de vaccination déjà existants (sélectionné par 44 % d'entre eux) sont largement préférés au cabinet du médecin (33,5 %), aux vaccinodromes (28,9 %), à la pharmacie (22,6 %), et au lieu de travail ou d'études (17,3 %). Tandis que ceux qui n'ont pas l'intention de se faire vacciner (mais qui n'excluent pas complètement cette éventualité) préféreraient le faire chez leur médecin (39,3 % des répondants) loin devant les centres de vaccination déjà existants (16,7 %), la pharmacie (7 %), un centre de vaccination dédié à la COVID (7,4 %) et le lieu de travail ou d'études (3,1 %).

L'idée de mobiliser les personnes vaccinées pour convaincre les réticents ou les attentistes a souvent été avancée depuis le début de cette campagne de vaccination. Elle s'appuie sur le fait que les acteurs sont sociaux et sont par conséquent sensibles aux normes qui s'imposent dans leur environnement. Avoir des gens vaccinés dans son entourage normaliserait l'acte de se vacciner et pourrait lever une partie des doutes ou créer une motivation à faire l'effort d'aller se faire vacciner. Pour approcher une partie de cet effet d'entraînement, nous avons posé les deux questions suivantes : « Demanderez-vous à vos proches de se faire vacciner pour votre protection ? » et « Si l'un de vos proches vous demandait de se faire vacciner pour leur protection, cela vous pousserait-il à vous faire vacciner ? ». 44,2 % des répondants ne demanderont pas à leurs proches de se faire vacciner. tandis qu'ils ne sont que 19,5 % à se dire complètement insensible à la demande faite par un proche de se vacciner pour leur protection. Les 65 ans et plus sont beaucoup plus enclins à demander à leurs proches de se faire vacciner pour leur protection avec seulement 26,3 % qui ne le feraient pas et 6,4 % qui ne savent pas s'ils le feraient. Surtout, si l'on se concentre sur ceux qui n'ont pas l'intention de se faire vacciner, seuls 51 % affirment que cette demande par leurs proches ne les pousserait pas à se faire vacciner, 28,6 % d'entre eux disent que leur attitude dépendra de qui le leur demande et 16,2 % ne sauraient pas quoi faire.

## Faut-il vacciner les enfants contre la COVID-19 ?

Pour atteindre une immunité collective, il est nécessaire non seulement que l'immense majorité des français majeurs se fassent vacciner mais aussi qu'une proportion importante des mineurs le soient aussi. Les laboratoires ont réalisé des essais cliniques sur les plus âgés des mineurs, l'EMA (Agence Européenne du Médicament) a autorisé la vaccination avec le vaccin Pfizer dès l'âge de 12 ans et les autorités sanitaires évaluent actuellement l'opportunité de recommander la vaccination pour ce public. Cependant, cette vaccination peut buter sur le fait que cette tranche d'âges est relativement peu à risque de développer des formes graves de la COVID mais aussi sur le fait que les doutes quant à l'utilité ou la sécurité d'un vaccin tendent ainsi à être exacerbés lorsque ceux-ci sont administrés aux enfants, et ce d'autant plus que les enfants sont jeunes. Nous avons donc demandé aux enquêtés s'ils étaient favorables à la vaccination contre la COVID-19 des 12-18 ans, des 6-11 ans et des enfants de moins de 6 ans. La part des répondants défavorables augmente à mesure que l'âge des enfants à vacciner diminue avec 24,3 % de défavorables à la vaccination des enfants de 12 à 18 ans, 35,6 % pour les enfants de 6 à 11 ans et 48 % pour les moins de 6 ans. Les répondants les plus réticents à cette vaccination sont les personnes en âge d'avoir des enfants (voir tableau 3).

### Obligation et passeport vaccinal

En décembre 2020, dans un contexte où plus de la moitié des français ne comptaient pas se faire vacciner, le président de la République avait publiquement annoncé que ce vaccin ne serait pas rendu obligatoire. Mais avec la progression longtemps insuffisante de la vaccination parmi les professionnels de santé et le constat que la couverture vaccinale dans certains des pays plus avancés dans la campagne que la France semble atteindre un plateau, la question a resurgi en France. Notamment, un certain nombre d'acteurs de la santé ont appelé à rendre la vaccination

contre la COVID-19 obligatoire pour les professionnels de santé. Notre enquête montre que 43 % des répondants sont favorables à une obligation vaccinale pour toute la population (41,9 % y sont opposés, 15,1 % n'ont pas d'avis), auxquels s'ajoutent d'un côté 12,6 % qui pensent qu'elle devrait être obligatoire pour les professionnels de santé et, de l'autre 9,8 % qui pensent qu'elle devrait être obligatoire pour les personnes vulnérables.

Nous avons aussi demandé aux répondants s'ils étaient favorables à la mise en place d'un passeport vaccinal donnant accès à certains lieux. 31 % se disaient favorables à sa mise en place immédiate, 29,7 % à sa mise en place une fois que se faire vacciner aura été possible pour tout le monde tandis que 34,1 % étaient opposés au principe d'un passeport vaccinal.

### Focus sur la vaccination des personnes âgées de 65 ans ou plus

Alors que la vaccination s'ouvre pour tous les français afin de favoriser la progression rapide de la couverture vaccinale tous publics confondus, il est important de s'intéresser à la minorité des personnes vulnérables qui ne sont pas encore vaccinées. Par exemple, au moment de l'enquête, près de 25 % des 65 ans ou plus n'avaient pas encore reçu de première dose. Dans cet esprit, nous avons porté notre attention sur cette catégorie de la population. Nous avons procédé à un sur-échantillonnage de 1544 personnes en plus de l'échantillon représentatif de la population adulte. Pour ce sur-échantillonnage, nous ne pouvons pas viser une représentativité sur tous les critères utilisés pour l'ensemble de l'échantillon. Les plus de 65 ans, et les plus de 75 ans en particulier, sont plus difficiles à intégrer dans ce type d'enquête. Imposer une représentativité sur un nombre trop grand de critères aurait grandement rallongé le temps de collecte des données. Nous avons donc visé une représentativité sur critères d'âge (65-74 ans et 75 ans et plus) et de sexe. La difficulté à atteindre les publics les plus précaires dans ce type d'enquête peut impliquer une légère sur-représentation des personnes vaccinées.

**Tableau 3 – Opinion à l'égard de la vaccination des enfants et adolescents contre la COVID-19 dans la population des 18 ans et plus résidant en France métropolitaine (N=3056).**

	Vaccination des 12 - 18 ans		Vaccination des 6 - 11 ans		Vaccination des moins de 6 ans	
	Plutôt pas favorable	Pas du tout favorable	Plutôt pas favorable	Pas du tout favorable	Plutôt pas favorable	Pas du tout favorable
Répondants	%	%	%	%	%	%
Tranche d'âge						
25 - 49 ans (N=589)	12.9	22.4	17.8	31.9	18.7	40.4
50 - 64 ans (N=361)	7.5	15.2	11.9	20.8	15.5	28.5
65 ans et plus (N=1941)	4.8	4.8	12.5	11.1	19.2	20.6

Parmi les personnes de 65 ans ou plus interrogées, 82 % ont été vaccinées avec au moins une dose (79,2 % des 65-74 ans et 87,3 % des 75 ans et plus) et seulement 7,1 % ne comptent pas se faire vacciner (7,9 % des 65-74 ans contre 5,5 % des 75 ans et plus). La part des réticents est plus élevée chez les femmes (8,8 % des 65 ans et plus contre 5,3 % chez les hommes) et chez les personnes habitant dans des communes de moins de 2000 habitants (9,8 % contre 8,0 % dans les agglomérations de plus de 100 000 habitants et autour de 6 % dans les communes de taille intermédiaire). Les personnes âgées en milieu rural sont aussi davantage à vouloir se faire vacciner mais à ne pas encore l'avoir fait (12,5 %) même si les écarts avec les personnes habitant dans des villes plus grandes sont plus faibles : elles sont 12 % parmi celles résidant dans les agglomérations de plus de 100 000 habitants et un peu en dessous de 10 % parmi celles résidant dans des villes de taille intermédiaire.

Les motivations à se faire vacciner contre la COVID-19 sont les mêmes chez les 65 ans ou plus que pour la population générale mais avec une proportion de réponses plus importante pour la protection de soi et celle des autres. Ainsi, « se protéger soi-même » est le premier motif sélectionné par 52,1 % les personnes ayant l'intention de se faire vacciner ou l'ayant déjà fait et sélectionné au moins une fois par 86,4 % d'entre elles et la protection des proches est le deuxième motif sélectionné en premier par 18,5 % des répondants et sélectionné au moins une fois par 79,6 % d'entre eux. Reprendre une vie normale dès que possible arrive en troisième place (sélectionné par 67,5 % des répondants) loin devant la protection des plus fragiles (30,2 %) et sortir le pays de la crise économique (27,3 %).

La possibilité d'avoir à faire une dose de rappel ne semble pas davantage poser problème à ce public qu'au reste de la population : seuls 0,7 % des répondants ne le feraient pas et 88,6 % le feraient certainement.

Par contre, même pour cette population de personnes âgées de 65 ans ou plus, les attitudes sont différentes selon le type de vaccin proposé. Ainsi, parmi les 18 % non vaccinés contre la COVID-19, on retrouve la méfiance vis-à-vis du vaccin de AstraZeneca observée en population générale avec 70,3 % des 65 ans ou plus indiquant qu'ils ne se feraient jamais vacciner avec celui-ci contre 8,3 % pour le vaccin de Pfizer, 12,3 % pour le vaccin de Moderna, 25,4 % pour le vaccin de Janssen et 40,0 % pour le vaccin Sputnik. Aux personnes de 65 ans ou plus déjà vaccinées (82 %), nous avons demandé ce qu'elles auraient fait si on leur avait proposé d'autres vaccins que ceux avec lequel elles ont été vaccinées. On trouve aussi, dans cette catégorie âgée de la population, une forte défiance vis-à-vis des vaccins d'AstraZeneca (avec 29 % qui ne l'auraient jamais accepté) et du vaccin Sputnik (avec 33,7 % qui ne l'auraient

jamais accepté, contre 0,3 % pour le vaccin de Pfizer, 3 % pour le vaccin de Moderna et 8,1 % pour le vaccin de Janssen). Ces différences entre vaccins s'expliquent par des différences dans la perception de leur sécurité plutôt que de leur efficacité. Ainsi 39,2 % des répondants jugent le vaccin d'AstraZeneca pas très sûr ou pas du tout sûr, contre 5 % pour le vaccin de Pfizer, 7,4 % pour le vaccin de Moderna, 15,9 % pour le vaccin de Janssen et 28,4 % pour le vaccin Sputnik. Les écarts sont plus faibles pour l'évaluation de l'efficacité. Ces différences s'expliquent aussi par une bien moindre connaissance de certains de ces vaccins ou une difficulté à se faire un avis sur ceux-ci. Les 65 ans ou plus sont ainsi 55,1 % à ne pas savoir si le vaccin Sputnik est sûr et 62,9 % à ne pas savoir s'il est efficace, contre 39 % et 43,1 % respectivement pour le vaccin de Janssen, 18,5 % et 21 % pour le vaccin de Moderna, 10,6 % et 13 % pour le vaccin de Pfizer et 16,6 % et 23,8 % pour le vaccin d'AstraZeneca.

Concernant le lieu où se faire vacciner, les personnes de 65 ans ou plus choisissent elles-aussi majoritairement les centres de vaccination existants (57,7 %), la vaccination chez leur médecin (43,5 %) et tendent à préférer la vaccination dans les centres spécialement mis en place pour la vaccination contre la COVID (39,2 %) plutôt que la vaccination chez les pharmaciens (22,7 %).

Sans surprise, les personnes de 65 ans ou plus sont plus favorables à la mise en place d'une obligation vaccinale pour toute la population (65,9 % répondent oui contre 41,4 % de l'échantillon représentatif de la population générale) et plus favorables à l'obligation pour les professionnels de santé (44,9 % de ceux qui n'étaient pas favorables à une obligation générale contre 31,4 % pour la population générale). Elles sont aussi plus favorables à la mise en place d'un passeport vaccinal : 49,1 % sont d'accord avec sa mise en place immédiate (contre 29 % en population générale), 31,2 % avec sa mise en place une fois que se faire vacciner aura été possible pour tout le monde (contre 29 %) tandis que seulement 16,7 % sont opposées au principe d'un passeport vaccinal (contre 36,6 %).

## Focus sur les 18- 34 ans

La vaccination a été récemment ouverte à toutes les personnes de plus de 18 ans sans comorbidités. Pour éviter la circulation du virus il sera crucial de vacciner l'immense majorité des adultes, y compris les jeunes de moins de 35 ans.

Or, nous avons vu plus tôt que les 25-34 ans sont la catégorie d'âges ayant le moins l'intention de se faire vacciner (70 % des 18-24 ans et 60 % des 25-34 ans comptent se faire vacciner ou l'ont déjà été, contre 70 % des 35-49 ans, 79 % des 50-64 ans et plus de 90 % des 65 ans et plus). Chez mes moins de 35 ans, comme chez les plus âgés, l'intention de ne pas se faire vacciner est plus fréquente chez les femmes que chez les hommes (37,6 % des femmes de moins de 35 ans ne comptent pas se faire vacciner contre 29,3 % des hommes).

Les motivations à se faire vacciner chez les moins de 35 ans diffèrent légèrement du reste de la population. Se protéger soi-même n'est pas la première raison invoquée. Elle arrive derrière la protection des proches qui est sélectionnée en premier par 33,7 % et qui figure parmi les trois principales raisons pour 69 % des répondants de cette catégorie. Ces proportions sont respectivement de 20,2 % et 52,7 % pour se protéger soi-même, de 19,3 % et 78,4 % pour reprendre une vie normale, tandis que protéger les plus vulnérables et sortir le pays de la crise ne sont sélectionnés au moins une fois que par 35 % environ d'entre eux.

Quant à la répartition des motifs de refus de vaccination, elle diffère peu de celle dans l'ensemble de l'échantillon.

Les moins de 35 ans ont un peu plus souvent changé d'avis au sujet de la vaccination contre la COVID-19 que le reste de la population : 21,2 % ont changé d'avis contre 17,2 % de l'ensemble de l'échantillon. S'ils sont un moins grand nombre à dire vouloir se faire vacciner, cela pourrait être dû au fait que jusqu'à présent, pour une grande partie d'entre eux, ils n'étaient pas concernés par cette vaccination. Ainsi, le profil des réponses à la question de ce qu'ils feront quand la vaccination leur sera officiellement recommandée est très proche de celui de l'échantillon total. Parmi les répondants de moins de 35 ans n'ayant pas encore reçu de première dose, 29,2 % indiquent qu'ils essaieront de se faire vacciner dès

que possible (contre 32,7 % de l'échantillon total), 27,3 % indiquent préférer attendre (28 %), 23,7 % indiquent que cela dépendra du vaccin que l'on leur proposera (21,6 %) et 19,8 % qu'ils ne se feront jamais vacciner contre la COVID (17,7 %). Concernant les perceptions des moins de 35 ans vis-à-vis des différents vaccins, ce public a davantage tendance à ne pas avoir d'avis sur l'efficacité et la sécurité de ces différents vaccins qu'en population générale ; pour ceux qui donnent un avis, la répartition des réponses est très similaire à celle observée en population générale.

Concernant le lieu où se faire vacciner, les moins de 35 ans choisissent d'abord leur médecin (56,6 % des répondants), les centres de vaccination existants (46,6 %) loin devant les centres spécialement mis en place pour vacciner contre la COVID (29,9 %), les pharmacies (24,9 %) et le lieu de travail ou d'étude (19,3 %).

Par rapport à la population générale, les moins de 35 ans semblent moins sensibles aux demandes que pourraient leur faire leurs proches de se faire vacciner pour leur protection. Ainsi, chez 27,9 % d'entre eux, ce type de demande ne les inciterait pas à se faire vacciner, quel que soit le proche en question, contre 19,5 % dans l'ensemble de l'échantillon. Ils sont aussi moins favorables à la mise en place d'une obligation de vaccination pour l'ensemble de la population. 24 % des répondants de cette catégorie sont favorables (58 % de défavorables contre 43 % et 41,9 % dans l'échantillon total) auxquels s'ajoutent d'un côté 12 % qui pensent qu'elle devrait être obligatoire pour les professionnels de santé et, de l'autre 14,4 % qui pensent qu'elle devrait être obligatoire pour les personnes vulnérables (contre 12,6 % et 9,8 % pour l'échantillon total). Ils sont aussi moins favorables à la mise en place d'un passeport vaccinal : 18,2 % sont pour sa mise en place dès que possible (12 points de moins que pour l'échantillon total), 29,4 % quand tout le monde aura eu la possibilité de se faire vacciner (comme dans l'échantillon total) et 44,4 % sont contre le principe du passeport vaccinal (10 points de plus que dans l'échantillon total).



## Enquête COVIREIVAC : les français et la vaccination

---

ORS PACA - Juin 2021

Faculté de Médecine - 27 boulevard Jean Moulin - 13385 Marseille cedex 5  
Tél. 04 91 32 48 00 | Courriel : [accueil@orspaca.org](mailto:accueil@orspaca.org)  
[www.orspaca.org](http://www.orspaca.org)

